



**HAL**  
open science

## Enquête sur une enquête : la description du Gard par Hector Rivoire (1842), entre enjeux économiques et politiques.

Boris Deschanel

### ► To cite this version:

Boris Deschanel. Enquête sur une enquête : la description du Gard par Hector Rivoire (1842), entre enjeux économiques et politiques.. *Revue d'histoire moderne et contemporaine de Nîmes & du Gard*, 2019. hal-03393470

**HAL Id: hal-03393470**

**<https://hal.science/hal-03393470v1>**

Submitted on 21 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Enquête sur une enquête : la description du Gard par Hector Rivoire (1842), entre enjeux économiques et politiques.

### 1. Introduction.

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle coïncide en France avec un essor sans précédent de la statistique publique<sup>1</sup>. Dès le Consulat et l'Empire, les autorités soutiennent plusieurs enquêtes régionales<sup>2</sup>, afin de mieux connaître et contrôler le territoire national. Après un ralentissement des publications au début de la Restauration<sup>3</sup>, les essais de statistique descriptive se multiplient de nouveau à l'époque de la monarchie de Juillet. C'est ainsi qu'Hector Rivoire (1809-1889)<sup>4</sup> fait paraître, en 1842, une *Statistique du département du Gard*. Rivoire est alors chef de division à la préfecture. Mêlé à la vie culturelle locale – à travers ses recherches historiques et sa participation aux travaux de l'Académie de Nîmes –, l'auteur entend par-là même présenter un « assemblage de faits et d'observations [...], puisés aux sources les plus sûres et les plus authentiques<sup>5</sup> », en vue d'éclairer le lecteur sur la situation du département.

Nulle originalité dans le projet de Rivoire. Tout au contraire, cette *Statistique* gardoise semble à bien des égards emblématique des travaux rédigés à la même époque aux quatre coins du pays, et s'inscrit clairement dans un contexte politique et institutionnel favorable. En 1833, les différents services de statistique administrative avaient été centralisés au sein d'un Bureau des archives du commerce, également qualifiés de Bureau de statistique générale. Celui-ci aboutit en 1840 à la création de la Statistique générale de la France (SGF)<sup>6</sup>. Simultanément, les initiatives privées fleurirent, avec l'appui de l'État, et de multiples sociétés de statistique virent le jour dans les principales villes françaises.

De prime abord, les enquêtes menées dans ce cadre apparaissent comme de véritables mines d'informations à l'usage des historiennes et des historiens, tout spécialement en matière d'histoire économique. Dans l'ouvrage de Rivoire, deux chapitres entiers sont ainsi consacrés au commerce, à l'industrie et à l'agriculture – complétés par des chapitres sur la population et l'état politique du département, qui apportent aussi de précieuses données démographiques ou fiscales.

1 Theodore M. Porter, *Trust in Numbers*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 30.

2 Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, p. 43-48.

3 Même si la « mode de la statistique » connaît un second souffle dès la fin du règne de Charles X, comme l'a montré Bernard Ycart, « 1827 : la mode de la statistique en France. Origine, extension personnalités », *Histoire & mesure* (31-1), 2016, p. 161-194.

4 Hector Rivoire, *Statistique du département du Gard*, Nîmes, Ballivet et Fabre, 1842 (2 vol.).

5 *Ibid.*, p. XI.

6 Alp Yücel Kaya, « Le bureau de la statistique générale de France et l'institutionnalisation des statistique agricoles : l'Enquête agricole de 1836 », *Æconomia*, vol. 3, n° 3, 2013, p. 421-457.

Ce d'autant que Rivoire ne se contente pas de collecter les renseignements qui se trouvent à sa disposition, *via* la bureaucratie préfectorale : il tente aussi, dès qu'il le peut, d'utiliser les archives publiques, pour se livrer à une reconstitution des dynamiques économiques locales depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le tableau qu'il dresse de l'espace gardois cherche enfin à s'adosser à une appréciation quantifiée des réalités démographiques, sociales, productives ou commerciales.

L'étude de la *Statistique* gardoise fournit donc de précieux éléments pour comprendre l'état et les transformations de l'économie locale, au début de l'industrialisation. Mais elle permet aussi d'analyser la manière dont les milieux savants et administratifs de l'époque se représentaient collectivement ces évolutions. L'ouvrage d'Hector Rivoire ne se réduit pas en effet au regard singulier d'un fonctionnaire et d'un notable érudit ; il prend place à l'intérieur d'un travail collectif, au cours duquel s'inventent de nouvelles formes de modélisation et de réflexion. À partir du texte de Rivoire, il s'agit donc d'aborder un questionnement plus général, qui porte sur les mutations économiques qui marquent le passage d'une « économie d'Ancien Régime » à l'« âge industriel », appréhendées dans leur totalité, c'est-à-dire en tant que changement simultané des conditions de la vie matérielle et de la vie culturelle ou intellectuelle. Le cas du Gard, marqué par une industrialisation précoce centrée sur le secteur textile, constitue de ce point de vue un bon terrain d'étude.

## **2. Les langages de l'enquête.**

Reconstituer les transformations économiques du département à travers l'ouvrage d'Hector Rivoire implique d'avoir au préalable analysé la structure du discours, la nature des catégories et les méthodes mobilisées dans l'enquête. Il faut souligner d'emblée que la question économique occupe une place importante dans l'agencement interne du livre. Quelques comptages simples suffisent à en prendre conscience. Six des dix-huit sous-sections qui composent l'ouvrage abordent ainsi le sujet, auxquelles s'ajoutent deux sous-sections qui l'évoquent plus indirectement, par des considérations sur la démographie et l'organisation administrative du territoire. Enfin, des tableaux placés à la fin du second volume permettent de dresser un bilan des principales caractéristiques des communes et des cantons gardois : superficie, situation géographique, utilisations des sols, principal des patentes et des autres impôts directs. En définitive, sur les 1480 pages du livre, environ 44 % dépeignent la situation économique du Gard.

L'intérêt de Rivoire pour l'économie paraît tout à fait conforme aux attentes des autorités et des milieux savants. Dans le rapport qui sert d'introduction au livre étudié, la Société française de statistique universelle rappelle qu'elle souhaite « [porter] à la connaissance publique les

ressources de la nation et les moyens d'en tirer parti ». Plus généralement, l'ouvrage d'Hector Rivoire s'inscrit assez fidèlement dans la continuité des travaux entrepris dans les autres départements. Dans leurs grandes lignes, les principales catégories mobilisées par Rivoire pour construire son ouvrage coïncidaient assez bien avec les préconisations de la Société française de statistique universelle, telles que les avait établies Henri Siméon en 1833<sup>7</sup>. En d'autres termes, la structure de l'enquête s'avère des plus ordinaires.

Reste donc à caractériser plus en détails la façon dont l'auteur présente les informations collectées. À cet égard, il faut d'abord insister sur la prédominance de la narration et de l'appréciation qualitative, par opposition aux quantifications, beaucoup moins employées. Dès lors qu'il est question d'économie, néanmoins, les comptages se font plus nombreux. Ceux-ci sont parfois intégrés directement au cœur du discours narratif, mais plus fréquemment inclus sous forme de tableaux qui viennent appuyer le propos général. Si l'on peut évoquer une « mathématisation » du langage, c'est donc uniquement en un sens étroit : Rivoire ne propose aucun modèle mathématique dans sa *Statistique* ; les chiffres qu'il utilise, et qui expriment presque toujours des quantités absolues ou des ratios, servent d'abord à décrire une situation économique, appréhendée dans sa globalité. Ils n'interfèrent pas fondamentalement dans le mode d'argumentation privilégié.

Enfin, les origines des données mobilisées ne sont évoquées que de façon très allusive. L'introduction de la *Statistique* rappelle que les informations ont été puisées dans la documentation publique, à laquelle Rivoire avait aisément accès, du fait de ses fonctions administratives. Toute une partie des chiffres fournis avait néanmoins été communiquée à l'auteur par d'autres voies : c'est tout particulièrement vrai dans le domaine du commerce et de l'industrie, où Rivoire indiquait devoir « à la complaisance d'hommes spéciaux d'utiles renseignements<sup>8</sup> ». Dans le reste du livre, les sources sont peu citées. Par recoupement, on perçoit néanmoins que bon nombre de quantifications sont tantôt empruntées à la statistique descriptive pré-révolutionnaire (notamment aux enquêtes d'intendance du XVIII<sup>e</sup> siècle), tantôt directement issues des rapports ou des comptabilités préfectorales.

L'enquête de Rivoire est donc profondément ancrée dans les normes d'écriture de son temps, du point de vue de sa composition interne, du rapport entre discours narratif et discours quantitatif, de l'absence de système de référencement précis des données mobilisées. La vision de

---

7 Henri Siméon, « Projet de classification pour l'établissement de la statistique générale d'un département », *Journal des travaux de la Société française de statistique universelle*, 1834, p. 193. Seul le premier chapitre de la *Statistique* gardoise, consacré à l'histoire du département, s'écartait véritablement de ce cadre. Toutes les autres parties de l'ouvrage recoupaient les thèmes clefs qu'avait isolés Siméon, le plus souvent littéralement (comme les chapitres « topographie », « population », « agriculture »), parfois avec quelques modifications (Rivoire rassemble par exemple « commerce et industrie », là où Siméon distinguait deux thématiques différentes).

8 Hector Rivoire, *op. cit.*, 1842, p. XIII.

l'économie gardoise qui en émane semble elle aussi conditionnée par le contexte intellectuel dans lequel elle prend place. En premier lieu, il faut souligner que le terme même d'économie demeure assez peu fréquent dans l'ouvrage : en tout, nous n'avons repéré qu'une dizaine d'occurrences. Lorsqu'il est employé, le terme renvoie surtout à la bonne gestion de l'argent public, plus rarement à l'économie rurale et à l'économie politique.

Le champ économique n'est donc pas abordé comme une catégorie à part entière, qui engloberait l'ensemble des activités de production, d'échange et de service. Comme nous l'avons indiqué, les données « économiques » sont du reste traitées dans deux chapitres différents : l'un consacré au commerce et à l'industrie, l'autre à l'agriculture. Cette partition se situe dans la continuité de la pensée économique et administrative d'Ancien Régime, qui dissociait en général le monde agricole du monde « marchand », entendu au sens large, unissant à la fois l'échange et la production manufacturière. Cette distinction ne se cantonne pas au plan adopté par l'auteur ; elle se répercute aussi dans la présentation des informations chiffrées. Les données fiscales en fournissent une excellente illustration. Dans les statistiques communales réunies par Rivoire, celles-ci sont systématiquement réparties en deux catégories. D'un côté figurent les impôts portant en principe sur la richesse foncière et immobilière : taxe foncière, portes et fenêtres, mais aussi taxes mobilières<sup>9</sup>. De l'autre, le montant des patentes, censées être proportionnées aux revenus du commerce et de l'industrie<sup>10</sup>.

Enfin, cette opposition se manifeste dans la manière dont Hector Rivoire conçoit le rapport entre activités agricoles et activités marchandes, du point de vue de la production de richesse et du développement historique. Dans la continuité du XVIII<sup>e</sup> siècle, Rivoire présente en effet l'agriculture comme « la source de toutes les autres [industries] », et par-là même de toutes les autres richesses. Mais il note aussitôt que dans le Gard l'« essor » de l'industrie et du commerce supplante de loin celui du secteur agricole<sup>11</sup>.

En somme, les catégories qu'utilise Rivoire révèlent l'influence persistante de représentations plus anciennes. La vision de l'agriculture comme le domaine à l'origine de toute autre activité économique n'est pas sans évoquer les théories physiocratiques de la valeur. La confusion entre production industrielle et échange marchand reprend quant à elle la conception classique du commerce, telle que pouvaient la véhiculer les écrits mercantilistes de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. En revanche, l'enquête gardoise de 1842 met aussi en avant le regard nouveau que les milieux savants pouvaient porter sur l'industrialisation, associée dans l'imaginaire collectif à des

---

9 Pour mémoire, la taxe mobilière était basée sur la valeur locative des habitations, contrairement à ce que semble suggérer son nom (Louis Antoine Macarel, *De la fortune publique en France et de son administration*, Paris, Pourchet, 1840, vol. 3, p. 262).

10 *Ibid.*, p. 450-451.

11 Hector Rivoire, *op. cit.*, 1842, p. 223.

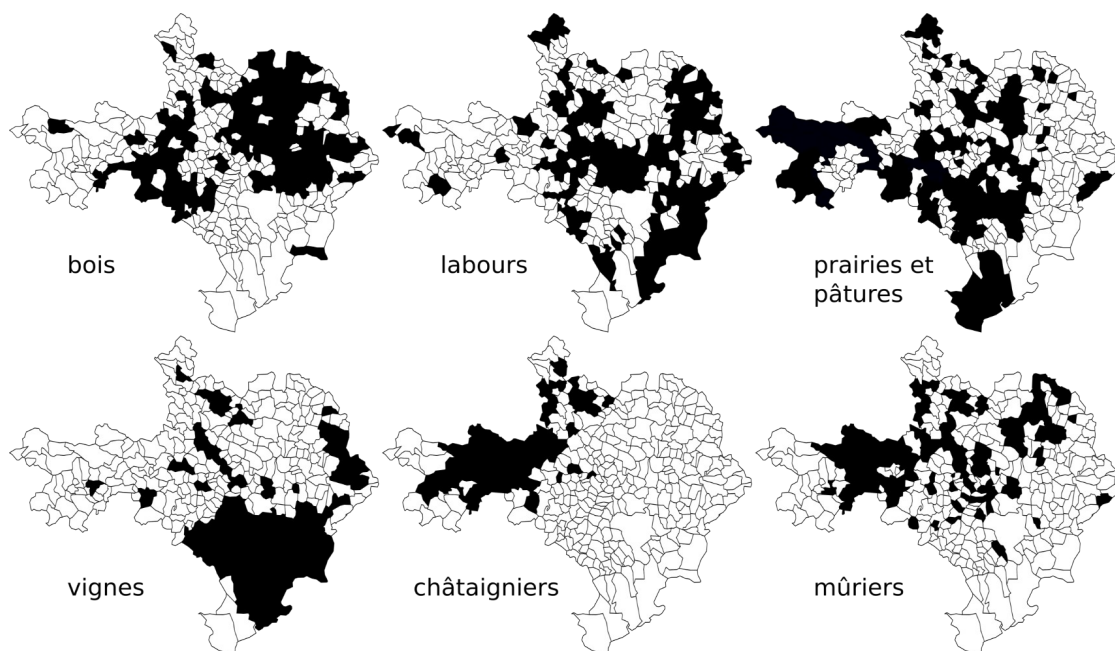
dynamiques rapides, par opposition aux transformations réputées plus lentes de l'économie rurale.

### 3. Structures agricoles et usages des sols.

Les données quantifiées qui figurent dans l'enquête reflètent logiquement les schémas mentaux qui viennent d'être décrits. La statistique de Rivoire nous renseigne donc à la fois sur les structures agricoles et sur les structures marchandes, mais appréhendées séparément.

Dans le domaine de l'agriculture, tout d'abord, l'enquête livre de précieuses informations quant aux usages des sols qui dominant au sein de chaque commune. Hector Rivoire s'appuie sur les documents fiscaux afin de différencier une dizaine de types d'exploitation des sols : les plantations en bois, les terres labourables et jardins, les marais et étangs, les plantations de mûriers, les plantations de châtaigniers, les vignobles, les prairies, les pâturages, les terres incultes, les maisons et édifices publics. Pour chaque catégorie, l'ouvrage précise la superficie concernée, qu'il est possible de rapporter à la taille totale du territoire communal, afin de calculer des ratios. Sur le modèle proposé par Bernard Lepetit, il est alors possible de confronter les ratios communaux au ratio moyen observé sur l'ensemble du département, de manière à vérifier si des distributions spatiales se dessinent immédiatement (fig. 1).

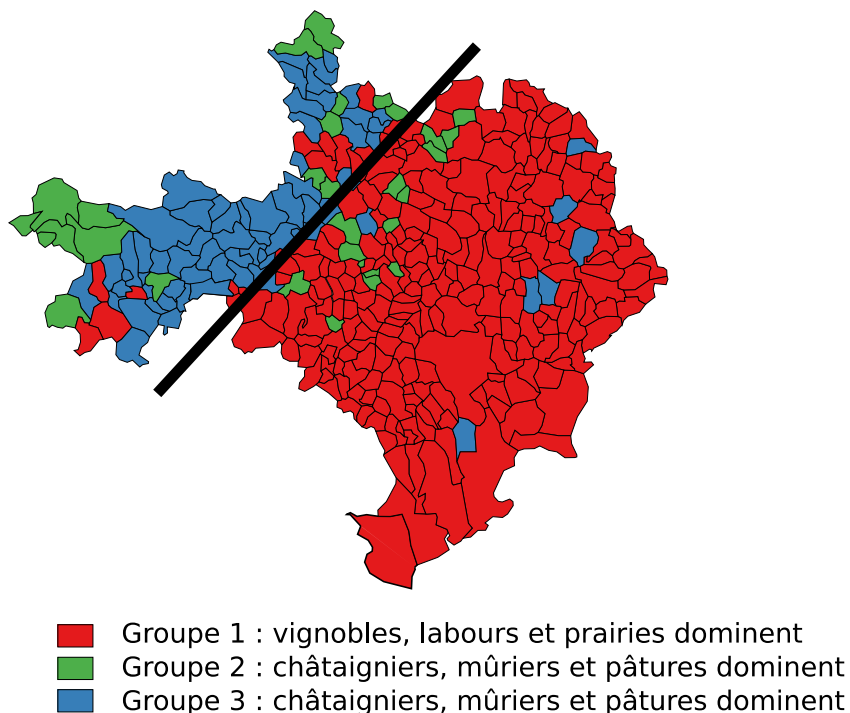
Fig. 1. Les usages des sols dans les communes du Gard d'après Hector Rivoire (1842).



Au premier regard, plusieurs oppositions se profilent, en particulier pour ce qui concerne les zones viticoles (qui se concentrent surtout dans les parties méridionales et rhodaniennes du département), les châtaigneraies (surtout implantées dans les régions cévenoles) et dans une moindre mesure les plantations de mûriers (concentrées également dans les Cévennes, mais avec des prolongements dans des zones où les cultures étaient plus anciennes, comme autour de Bagnols-sur-Cèze. En revanche, le zonage est moins net en ce qui concerne les surfaces boisées, les terres labourables, les prairies et les pâtures.

À partir de ces différents indicateurs, on peut envisager une typologie complète des communes gardoises en fonction de l'utilisation de leurs territoires respectifs. Nous avons ainsi calculé, pour chaque commune, la part des zones boisées, des zones labourables, des zones plantées de mûriers, des zones plantées de châtaigniers, du vignoble, des prairies, des pâtures. Les proportions de marais, de zones bâties, de terres incultes ont en revanche été négligées, soit parce qu'elles ne caractérisent qu'un petit nombre de communes (à l'instar des marais, essentiellement implantés dans les communes proches du littoral), soit parce qu'elles restent toujours très faibles (les zones bâties représentent par exemple tout au plus 1 % de la superficie des communes et ne sont pas comptabilisées dans certaines localités). Pour chaque usage des sols retenu, nous avons ensuite défini un certain nombre de modalités, résumées en annexe (annexe 1). À partir de ce codage, on peut appliquer aux données une analyse des correspondances multiples (ACM), dont les résultats sont résumés en annexe 2. L'analyse des axes ne révèle la présence d'aucun individu singulier (chaque individu, représenté par un point sur le plan factoriel, correspondant à une commune gardoise). Dans ces conditions, on peut appliquer aux résultats de l'ACM une classification ascendante hiérarchique des individus (développé en annexe), de façon à obtenir une typologie. Celle-ci peut ensuite être cartographiée (fig. 2).

**Fig. 2. Typologie des communes gardoises en 1842.**



La carte ainsi obtenue confirme l'opposition forte entre les pourtours cévenols, caractérisés par le poids du châtaignier, du mûrier et des pâtures, et le reste du département, marqué par la prégnance du vignoble, des prairies et des terres labourables.

#### **4. Terre, pierre et marchandise.**

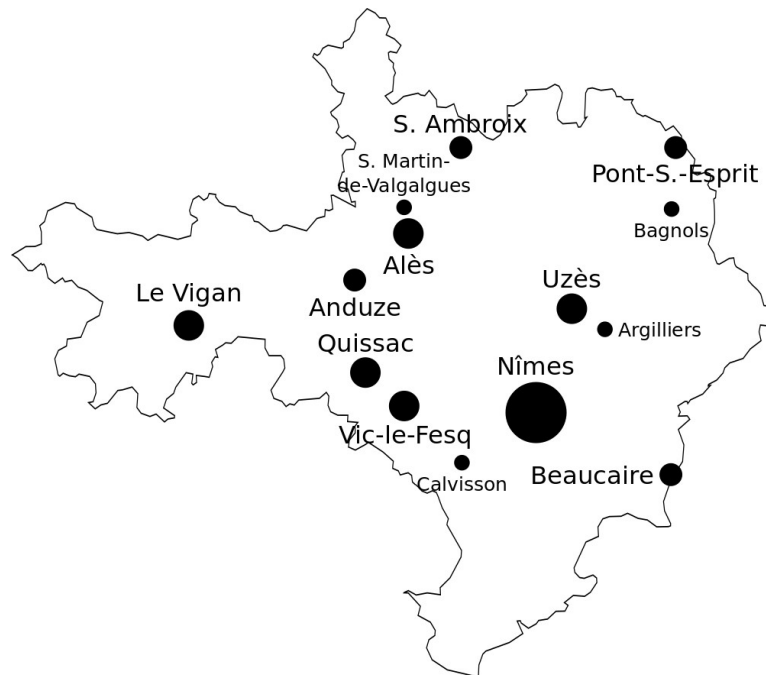
À ce stade, on peut se demander si le zonage qui émane des chiffres compilés par Hector Rivoire peut être associé à des niveaux de richesse globale différenciés. Pour répondre à cette question, les données fiscales représentent un possible indicateur. Le montant moyen des impôts directs par habitant est équivalent dans tous les groupes de communes : il s'élève à environ 7,30 fr. Si l'on admet que l'impôt total par habitant constitue un indicateur valable de leur niveau de richesse (et c'est précisément le sens que les contemporains accordaient aux contributions directes dans le contexte des monarchies censitaires du XIX<sup>e</sup> siècle), alors on peut avancer que la prospérité des familles dépendaient peu des structures foncières.

En revanche, une différence assez nette apparaît dès lors qu'on recentre l'observation sur les patentes. Le montant moyen de la patente est sensiblement plus élevé dans les communes intégrées au groupe 1, c'est-à-dire – pour la majorité d'entre elles – extérieures au Gard cévenol. Dans cette région, les habitants payaient en moyenne une patente de 1,41 fr., contre seulement 49 centimes en moyenne dans les deux autres zones. L'étude des ratios ne permet pas de mettre à



jour un zonage continu : le montant moyen des patentes révèle plutôt des formes de polarisation de l'espace départemental autour de quelques centres urbains et semi-urbains hiérarchisés. La situation démographique propre à chaque municipalité détermine en partie ces résultats : les 10 % de communes les plus peuplées du département assumaient à elles seules 85 % du total des patentes départementales, contre un peu plus de 1 % pour les 40 % de communes les moins peuplées. Mais il ne s'agit pas du seul paramètre en jeu : de petites villes figurent ainsi parmi les communes pour lesquelles le niveau moyen des patentes comptait parmi les plus élevés, à l'image de Saint-Ambroix, Quissac ou Vic-le-Fesq. En réalité, c'est essentiellement la position relative des localités à l'intérieur de l'armature urbaine locale (fig. 3) qui semble jouer un rôle déterminant – position en partie corrélée par ailleurs au poids démographique de chaque municipalité.

**Fig. 3. Patentes et répartition des pôles commerciaux dans l'espace gardois en 1842.**

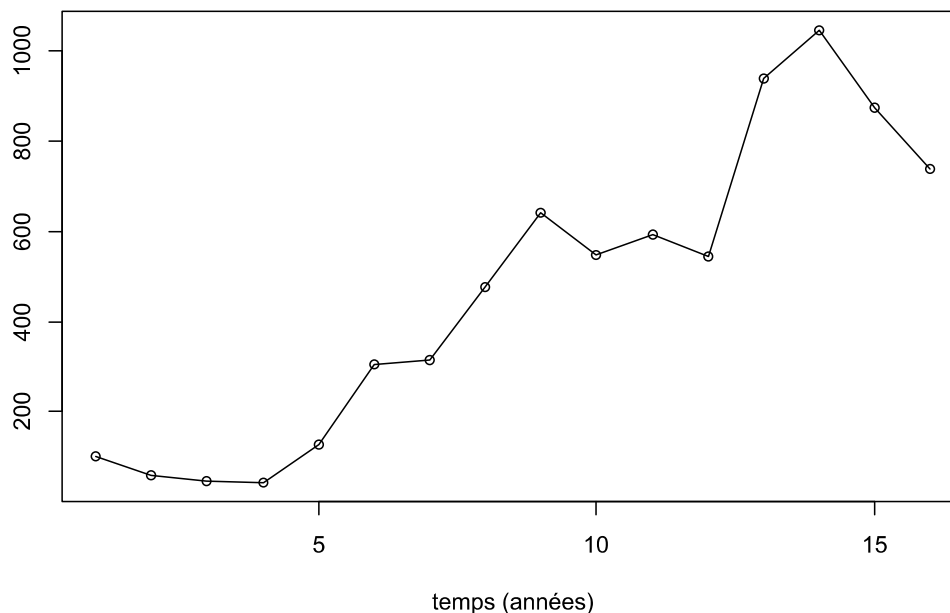


En somme, les données d'Hector Rivoire laissent entrevoir deux formes d'organisation spatiale structurantes. La première oppose le Gard des plaines et des basses vallées au Gard des collines et des montagnes, du point de vue de l'usage des sols, donc des activités agricoles qui s'y déploient. La seconde révèle une polarisation du territoire autour de quelques villes et bourgs : elle façonne dans une large mesure les flux d'échange et la distribution des lieux de production. La méthode suivie par Rivoire aboutit donc à une présentation principalement stationnaire de la situation économique, complétée par des analyses historiques qualitatives.

L'analyse quantitative des dynamiques est en revanche moins présente et se cantonne avant tout au domaine industriel, pour lequel Rivoire tente à plusieurs reprises de proposer une

évaluation des productions, de leur valeur et de leur évolution dans le temps, par exemple pour le cas du textile nîmois (fig. 4).

**Fig. 4. La production textile à Nîmes (1825-1840).**



Cette approche synchronique, complétée par quelques rares séries diachroniques, traduit-elle un manque de documentation ? Nous savons par ailleurs que Rivoire avait pourtant consulté les archives départementales et les papiers de la préfecture, où il aurait pu trouver matière à développer une étude historique de certaines quantifications – fiscales par exemple. Plus qu'un choix par défaut, la méthodologie suivie par la *Statistique* du Gard semble procéder volontairement sur le modèle des mémoires administratifs du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle, établis d'abord par les intendants, puis par les préfets.

## 5. Conclusion.

La composition de l'enquête d'Hector Rivoire est en somme révélatrice de la manière dont les notables et les savants du premier XIX<sup>e</sup> siècle pouvaient envisager les mutations économiques de leur époque. Remarquons d'abord que l'industrialisation n'avait pas précipité de rupture radicale dans l'ordre des classifications économiques. Le travail de Rivoire reprenait à son compte l'ancienne partition entre l'agriculture et le « commerce » (c'est-à-dire la production industrielle et les échanges marchands), tout en ravivant des conceptions de la richesse encore teintée des théories économiques de la fin du XVII<sup>e</sup> et du courant du XVIII<sup>e</sup> siècle.

L'innovation majeure de l'ouvrage tenait surtout à une introduction plus systématique de la quantification, vue comme un gage de rigueur et de concision, ainsi qu'à un intérêt plus vif vis-à-vis du développement manufacturier. Celui-ci restait néanmoins traité dans la continuité de la fin de l'Ancien Régime. Il est ainsi significatif de remarquer l'absence de réflexion organisée sur les modifications socio-économiques liées à l'industrialisation, à l'exception d'une brève allusion aux effets de l'essor manufacturier sur « l'état sanitaire des classes ouvrières<sup>12</sup> ». À l'inverse d'autres statisticiens<sup>13</sup>, et en dépit de sa proximité affichée avec le mouvement saint-simonien<sup>14</sup>, Rivoire n'échafaude aucun nouveau système de classification des habitants du département en fonction de leur statut social. La question économique est donc surtout envisagée sous l'angle technique (en insistant sur le problème de la mécanisation par exemple), ou bien afin de rendre compte de la croissance économique. Dans les deux cas domine au fond la notion de progrès, qui occupe un rôle crucial dans la réflexion de l'auteur.

---

12 Hector Rivoire, *op. cit.*, 1842, vol. 1, p. 337.

13 Voir par exemple Pilot de Thorey, *Statistique du département de l'Isère*, Grenoble, Allier, 1846, p. 52-56.

14 Magali Schaeffer, « Le saint-simonisme en Languedoc », *Études héraultaises*, n° 3, 1984, p. 10.

### Annexe 1. Les usages des sols dans les communes gardoises.

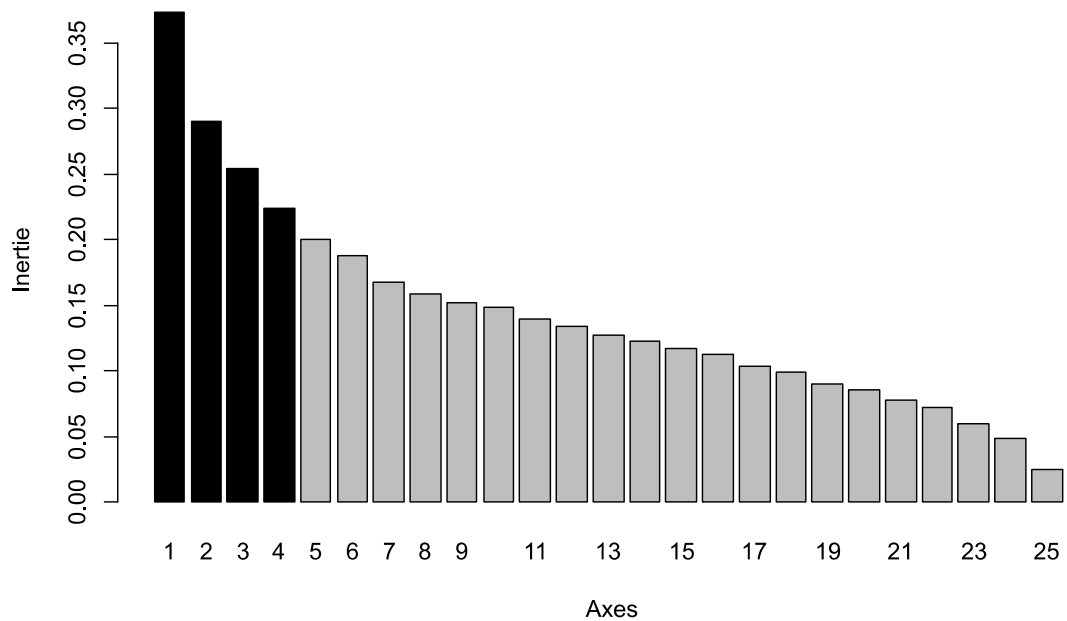
Usage des sols	Code	Modalités
Bois	BOI	BOI0 : pas de zones boisées recensées BOI1 : groupe inter-quartile ]0 ; Q1] BOI2 : groupe inter-quartile ]Q1 ; Q2] BOI3 : groupe inter-quartile ]Q2 ; Q3] BOI4 : groupe inter-quartile ]Q3 ; Q4]
Terres labourables	LAB	LAB1 : groupe inter-quartile ]0 ; Q1] LAB2 : groupe inter-quartile ]Q1 ; Q2] LAB3 : groupe inter-quartile ]Q2 ; Q3] LAB4 : groupe inter-quartile ]Q3 ; Q4]
Prairies	PRA	PRA0 : pas de prairies recensées PRA1 : groupe inter-quartile ]0 ; Q1] PRA2 : groupe inter-quartile ]Q1 ; Q2] PRA3 : groupe inter-quartile ]Q2 ; Q3] PRA4 : groupe inter-quartile ]Q3 ; Q4]
Pâtures	PTR	PTR0 : pas de pâture recensée PTR1 : groupe inter-quartile ]0 ; Q1] PTR2 : groupe inter-quartile ]Q1 ; Q2] PTR3 : groupe inter-quartile ]Q2 ; Q3] PTR4 : groupe inter-quartile ]Q3 ; Q4]
Vignes	VIG	VIG0 : pas de vignes recensées VIG1 : groupe inter-quartile ]0 ; Q1] VIG2 : groupe inter-quartile ]Q1 ; Q2] VIG3 : groupe inter-quartile ]Q2 ; Q3] VIG4 : groupe inter-quartile ]Q3 ; Q4]
Châtaigniers	CHA	CHA0 : pas de châtaigniers recensés CHA1 : 50 % de communes où la part des châtaigniers est la moins importante CHA2 : 50 % de communes où la part des châtaigniers est la plus importante
Mûriers	MUR	MUR0 : pas de mûriers recensés MUR1 : groupe inter-quartile ]0 ; Q1] MUR2 : groupe inter-quartile ]Q1 ; Q2] MUR3 : groupe inter-quartile ]Q2 ; Q3] MUR4 : groupe inter-quartile ]Q3 ; Q4]

## Annexe 2. Résultats de l'ACM appliquée aux données issues de l'enquête de Rivoire.

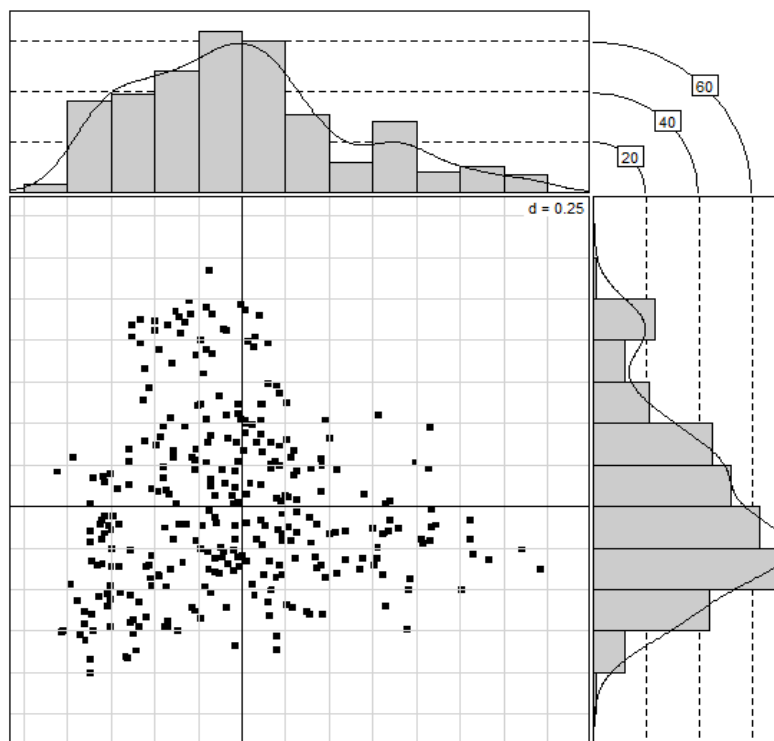
### 1. Effectifs par modalité.

<b>Variable</b>	<b>Modalité</b>	<b>Effectifs</b>
BOI	BOI0	31
	BOI1	79
	BOI2	79
	BOI3	72
	BOI4	85
LAB	LAB1	87
	LAB2	86
	LAB3	86
	LAB4	87
PRA	PRA0	96
	PRA1	63
	PRA2	62
	PRA3	63
	PRA4	62
PTR	PTR0	36
	PTR1	78
	PTR2	77
	PTR3	77
	PTR4	78
VIG	VIG0	33
	VIG1	79
	VIG2	78
	VIG3	78
	VIG4	78
CHA	CHA0	230
	CHA1	58
	CHA2	58
MUR	MUR0	130
	MUR1	53
	MUR2	53
	MUR3	53
	MUR4	53

## 2. Inertie de chaque axe de l'ACM.



## 3. Nuage des individus.



*Lecture : chaque point correspond à un individu, c'est-à-dire à une commune gardoise. La position de chaque point sur le plan factoriel dépend des caractéristiques propres à chaque commune, donc de son profil général, envisagé à partir des usages locaux des sols.*

### Annexe 3. Classification ascendante hiérarchique des individus.

Après une vérification, la partition en trois groupes est celle qui présente la perte relative d'inertie la moins élevée.

Dendrogramme (3 groupes)

